

Elle compte, elle compte la banlieue !

Mais pour qui ? Et pourquoi ?

Analyse du soutien à la politique de la ville

Abel FRANÇOIS,
LARGE – Université de Strasbourg et Dép. SES – Telecom-ParisTech
et Patricia VORNETTI,
CES – Université Paris 1

Contribution au numéro spécial de « Demain la Ville »

1. Introduction

Au cours du mois de septembre 2008 - soit à l'aube du vingtième anniversaire de la Délégation Interministérielle à la Ville -, le mot "banlieue" apparaît dans plus de 1300 articles de la presse française (base Factiva). C'est beaucoup moins que "chômage" (2500 articles) ou "pouvoir d'achat" (2300), mais autant que "essence" et beaucoup plus que "Carla Bruni" (environ 200 articles). Ce type de comparaison, pour amusante qu'elle puisse être, n'en donne pas moins une idée de la popularité relative du thème des banlieues. Elle peut être poursuivie par une recherche sur "politique de la ville" qui permet de mieux apprécier l'attention portée par la presse aux quartiers sensibles et aux interventions publiques visant à améliorer les conditions de vie de leurs habitants. Sur la même période, l'expression "politique de la ville" est ainsi citée dans 150 articles. C'est moitié moins que "parachutes dorés", un peu moins que "politique agricole" (180 articles), mais autant que "fiscalité écologique" et un peu plus que "Joseph Biden" (le colistier de Barack Obama pour la candidature à la Maison Blanche, cité dans 130 articles).

Ces éléments, s'ils renseignent sur la place médiatique accordée à la politique de la ville, ne mesurent pas pour autant l'importance que les Français lui reconnaissent. Cette dernière est, il est vrai, particulièrement difficile à évaluer et à appréhender, tant sont multiples les champs d'action de la politique de la ville (développement de l'emploi, revitalisation économique, rénovation urbaine, prévention de la délinquance...), tant sont divers ses dispositifs d'intervention, tant sont diffus ses résultats. De par sa nature même – celle d'une politique qui se définit, non par son domaine d'action, mais par ses territoires d'intervention –, la politique de la ville est

multidimensionnelle. Fatalement privée d'une identité claire, elle se distingue mal, pour les citoyens, dans ses contours comme dans ses résultats, des grandes politiques thématiques (politique de l'emploi, aménagement du territoire, politique de sécurité, *etc.*).

Ce manque de visibilité de la politique de la ville n'empêche pas d'avoir une idée assez nette des difficultés que connaissent les territoires auxquels elle s'adresse. Ces difficultés renvoient, dans la conception commune, au "problème des banlieues". La sensibilité de l'opinion publique au problème des banlieues peut alors servir de base à l'évaluation de l'importance que les individus accordent à la politique de la ville. Tel est le parti que nous prenons ici, en exploitant les résultats d'un sondage réalisé au printemps 2006. Les personnes sondées ont été interrogées sur leur hiérarchisation de grands problèmes nationaux au rang desquels figurait la question des banlieues. Ce sondage permet non seulement de juger du soutien *a priori* dont bénéficie la politique de la ville, mais aussi – et surtout – d'en explorer les motifs.

Nous commencerons par proposer une analyse générale des logiques de soutien à une politique publique. Nous chercherons ensuite à évaluer l'influence de ces différents motifs dans le soutien à la politique de la ville, ce qui conduira à esquisser le profil des citoyens pour lesquels les banlieues – et donc, la politique de la ville – comptent.

2. Les trois logiques de soutien à une politique publique

Toute politique publique incarne la volonté de la collectivité d'agir en direction d'une catégorie particulière de la population. Les premiers individus dont on peut alors s'attendre à ce qu'ils apportent leur soutien à une politique donnée sont alors ceux qui en tirent bénéfice. Le jugement porté sur la politique découle ici de l'intérêt personnel de l'individu ; le soutien est utilitariste, "*égotropique*" pour reprendre le terme utilisé par les spécialistes de l'analyse du vote ("je soutiens la politique parce qu'elle me profite"). Dans le langage des économistes, l'importance accordée à la politique publique traduit ici la *valeur d'usage* que l'individu lui attribue ; il est favorable à la politique parce qu'il est susceptible d'en "consommer" les effets.

Cependant, le soutien à une politique peut également venir d'individus qui n'en sont pas consommateurs, mais qui tirent tout de même satisfaction du fait qu'elle soit mise en oeuvre. Ils y sont favorables en raison de la *valeur d'existence* qu'ils lui reconnaissent. Leur jugement à son égard est *sociotropique* ; il s'appuie, non sur leur situation personnelle, mais sur des considérations d'ordre sociétal. Les objectifs que vise cette politique leur semblent aller dans le sens de ce qu'ils conçoivent comme l'intérêt général, ils sont conformes à leurs valeurs, ils conduisent selon eux à des améliorations de l'état de la société ("je soutiens la politique parce qu'elle profite selon moi à la société").

Intermédiaire entre ces deux motifs de soutien, le soutien *par empathie* émane d'individus qui ne sont pas consommateurs des effets de la politique considérée, mais qui ont des caractéristiques proches de celles des individus auxquels cette politique est destinée ("je soutiens la politique parce que j'ai des affinités avec ceux auxquels elle profite"). Le parallèle peut être fait, certes imparfaitement, avec la *valeur d'option* des économistes : l'individu valorise la politique parce que ses caractéristiques personnelles pourraient – ou auraient pu – le mettre en position d'en bénéficier.

Quelle part prennent ces différentes logiques (égotropisme, sociotropisme, empathie) dans le soutien accordé à la politique de la ville ? Répondre à cette question revient à établir le profil des individus qui jugent que les problèmes de certains territoires urbains sont suffisamment importants pour justifier la mise en place d'une politique qui leur est dédiée.

3. Qui soutient la politique de la ville ? Les résultats d'une enquête

L'examen des motifs possibles du soutien à la politique de la ville s'appuie sur l'exploitation d'un sondage réalisé de fin mars à début avril 2006 auprès de 5650 personnes inscrites sur les listes électorales¹. Il a été demandé aux personnes interrogées de désigner, parmi onze problèmes (énoncés dans un ordre aléatoire), ceux qu'ils classent en premier et en deuxième dans la hiérarchie des priorités publiques². La question des banlieues figurait parmi les choix présentés, à côté de celle de l'emploi, de la hausse des prix, des inégalités, des déficits publics et de la dette de l'Etat, de l'éducation et de la recherche, des impôts et taxes, de la sécurité des biens et des personnes, de l'immigration, de l'environnement et du logement. La présence, dans la liste proposée, de thèmes tels que le chômage, l'immigration ou la sécurité permet de considérer que la désignation des banlieues comme une priorité (numéro un ou numéro deux) revient à reconnaître l'importance de la politique qui s'attaque en propre à ce problème, à savoir la politique de la ville³.

Etant donnée la rude concurrence thématique à laquelle la question des banlieues – et donc de la politique de la ville - est soumise dans l'enquête, on ne s'étonnera pas qu'elle soit jugée prioritaire par une faible part des personnes interrogées (Tableau 1). A peine plus de 2% des personnes consultées l'identifient comme problème numéro un et moins de 5% comme problème numéro

¹ Il s'agit plus précisément de la première vague d'enquêtes (printemps 2006) menées pour établir le Baromètre Politique Français (BPF). Les auteurs remercient le CDSP (Centre de Données Socio-Politiques, Sciences Po – CNRS) pour la mise à disposition des données du sondage.

² La question était : "Dans cette liste, quel est le problème qui vous paraît le plus important aujourd'hui pour la France ? En premier ? Et en second ?"

³ Cette interprétation s'appuie sur l'hypothèse que la hiérarchisation des problèmes reflète celle des politiques publiques qui visent à y répondre.

deux. Elle ne figure ainsi parmi les deux problèmes "les plus importants pour la France" (pour reprendre le libellé de la question du sondage) que pour 7% des personnes interrogées, ce qui la classe dernière de la liste⁴. L'importance attribuée à la politique de la ville s'avère en outre indépendante de celle qui est accordée aux autres politiques considérées, au sens où sa désignation comme priorité n'est couplée à celle d'aucune autre politique particulière. On notera toutefois que c'est par les personnes qui jugent prioritaire la politique de l'emploi ou la lutte contre les inégalités qu'elle est le moins souvent citée.

Tableau 1 : La place de la politique de la ville dans les priorités des Français

<i>La banlieue comme priorité</i>	<i>Priorité n° 1</i>	<i>Priorité n°2</i>	<i>Ensemble</i>
Nb d'observations	125	263	388
En % des personnes interrogées	2,2%	4,7%	6,9%

Source : BPF CEVIPOF-Ministère de l'Intérieur, 2006, vague 1

Selon ce sondage, les enjeux de la politique de la ville apparaissent donc comme plus que secondaires par rapport aux autres problèmes auxquels est confrontée la communauté nationale. Pour autant, le nombre de ceux qui, parmi les individus interrogés, les placent en tête des priorités n'est pas dérisoire. Il est en tout état de cause suffisamment élevé, statistiquement, pour tenter l'analyse des raisons de ce soutien déclaré à la politique de la ville⁵.

3.1.Un soutien par égotropisme ?

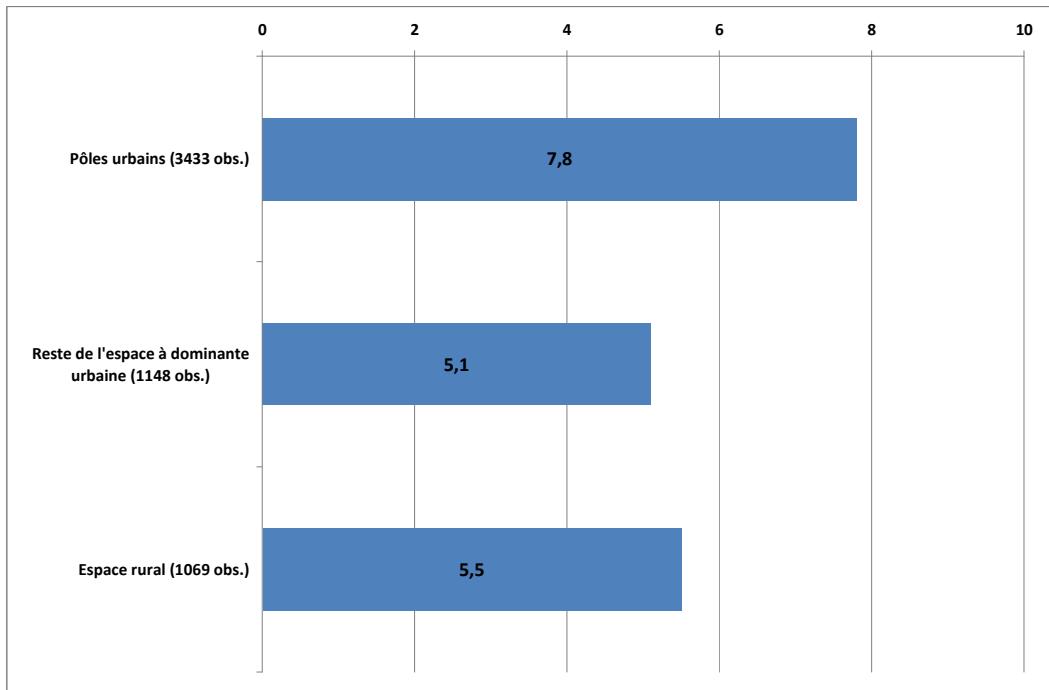
S'il est de nature égotropique, le soutien à la politique de la ville devrait d'abord provenir de personnes qui résident en milieu urbain. L'hypothèse est donc ici que c'est parce qu'elles vivent le "problème des banlieues", directement (en habitant en quartier difficile) ou indirectement (en habitant à proximité) que les personnes interrogées le considèrent prioritaire. Les résultats du sondage vont dans ce sens dans la mesure où la proportion d'individus qui désignent la question des banlieues comme prépondérante est plus forte parmi les habitants des pôles urbains (près de 8%) que parmi ceux des autres espaces⁶ (un peu plus de 5%) - Figure 1.

⁴ L'ordre dans lequel on a cité ci-dessus les autres items de la liste proposée aux interviewés correspond à leur classement en fonction du nombre de personnes qui les ont désignés comme priorité numéro un ou deux. L'emploi arrive ainsi en tête (56% des personnes interrogées en ont fait le premier ou deuxième problème le plus important), suivi de la hausse des prix (23%) et des inégalités (21%). En queue de classement, on trouve, avant les banlieues, l'environnement et le logement (9%). Les pourcentages tournent autour de 15% pour les autres problèmes considérés.

⁵ Dans ce qui suit, le "soutien à la politique de la ville" doit être entendu au sens de reconnaissance de l'importance de ses enjeux, sans considération de ses modalités effectives ni de ses résultats. La formule est un raccourci pour désigner le soutien à une politique qui vise à traiter le problème des banlieues. Le "soutien à la politique de la ville", dans l'acception qu'on lui donne ici, ne peut donc en aucune manière s'interpréter comme le jugement positif porté sur l'efficacité de la politique de la ville telle qu'elle est effectivement menée.

⁶ La définition des espaces d'habitation utilisée dans l'enquête est celle de l'INSEE.

Figure 1 : Soutien à la politique de la ville et type d'espace d'habitation

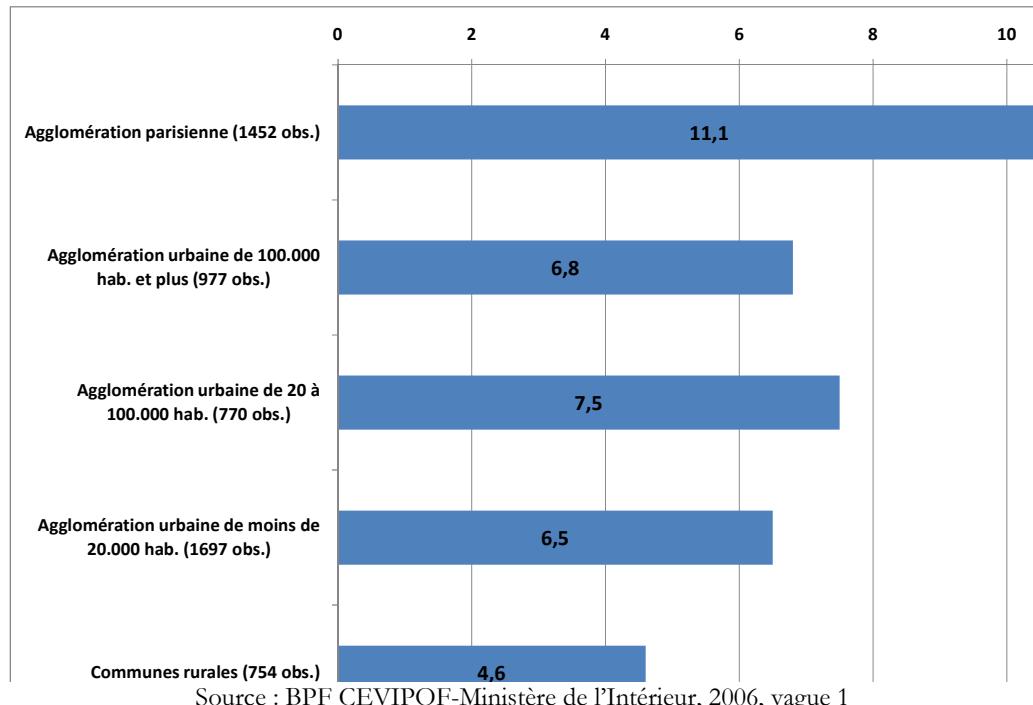


Note : La figure indique, pour chaque catégorie considérée, la part des personnes interrogées qui citent la question des banlieues comme priorité numéro un ou deux.

Source : BPF CEVIPOF-Ministère de l'Intérieur, 2006, vague 1

L'hypothèse égotropique conduit également à penser que la reconnaissance de l'importance de la politique de la ville devrait être plus large là où le problème des banlieues est susceptible d'être le plus aigu, c'est-à-dire dans les plus grandes agglomérations. Effectivement, comme le montre la figure 2, le soutien à cette politique croît avec la taille de l'agglomération de résidence (même si la relation n'est pas parfaite).

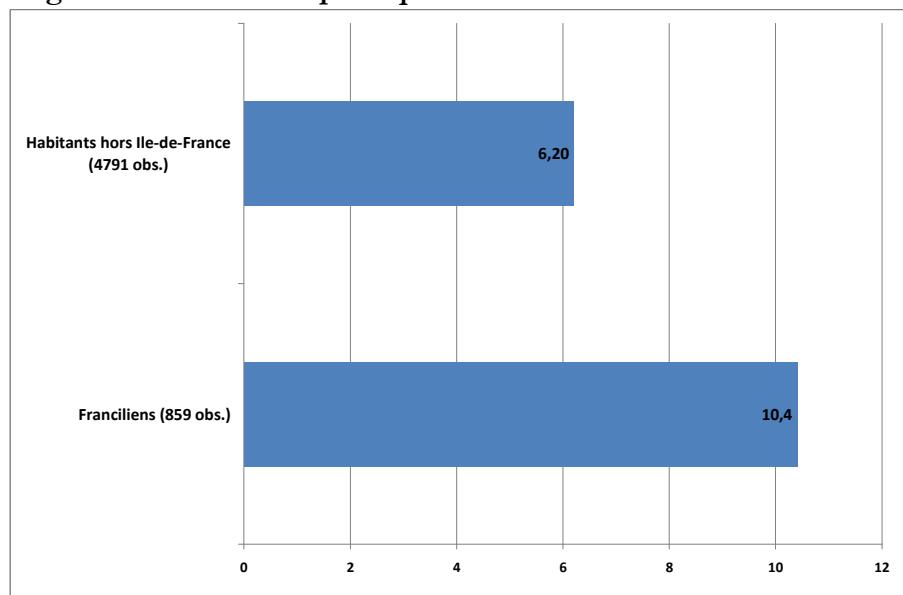
Figure 2 : Soutien à la politique de la ville et taille de l'agglomération



Source : BPF CEVIPOF-Ministère de l'Intérieur, 2006, vague 1

Les habitants de l'agglomération parisienne sont les plus nombreux, en termes relatifs, à placer les enjeux de la politique de la ville en tête des priorités nationales (le pourcentage est supérieur de plus de 4 points à la moyenne sur l'ensemble des personnes interrogées). L'écart reste important si l'on s'en tient aux seuls habitants d'Ile-de-France, avec plus d'un Francilien sur dix qui juge la politique de la ville prioritaire (Figure 3).

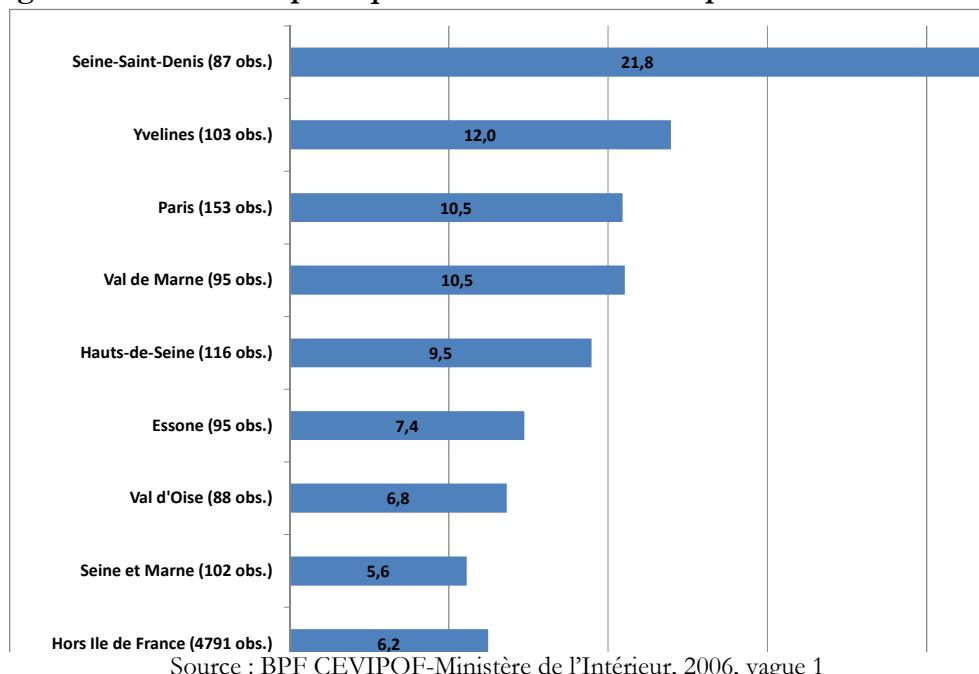
Figure 3 : Soutien à la politique de la ville en et hors Ile-de-France



Source : BPF CEVIPOF-Ministère de l'Intérieur, 2006, vague 1

A l'intérieur de l'Ile-de-France, ce sont les habitants de Seine-Saint-Denis qui se montrent les plus préoccupés par le problème des banlieues : plus d'un Séquanodionysien sur cinq le cite comme problème numéro un ou deux (Figure 4). Il n'y a là rien d'étonnant si l'on se place dans la logique de choix égotropique. La Seine-Saint-Denis est en effet le département francilien qui compte la plus forte proportion d'habitants vivant en ZUS, de locataires du parc HLM (au recensement de 1999) ou de ménages non imposés sur le revenu (données 2004) - pour ne citer que quelques uns des indicateurs qui servent à caractériser les zones dites sensibles. On observe également que les enjeux de la politique de la ville sont davantage considérés comme prépondérants par les habitants de Paris et de la première couronne. Le cas des Yvelines fait cependant exception.

Figure 4 : Soutien à la politique de la ville dans les départements franciliens



Au total, sur la base des statistiques simples analysées ici, le soutien à la politique de la ville semble provenir, pour une bonne part, de personnes qui connaissent, parce qu'elles la vivent, la réalité du problème des banlieues. Il présente ainsi une dimension égotropique relativement marquée.

3.2. Un soutien par empathie ?

Le deuxième motif possible du soutien à une politique publique est l'empathie à l'égard des personnes dont cette politique vise à améliorer le sort. Pour tenter d'isoler cette dimension, il convient de circonscrire l'analyse au sous-ensemble des personnes qui, parmi l'échantillon de l'enquête, sont les moins susceptibles d'être guidées, dans leur choix de réponse, par un motif

égotropique, c'est-à-dire les personnes qui sont les moins directement concernées par le problème des banlieues. Conformément à ce qu'on a vu plus haut, cela conduit à exclure les habitants des pôles urbains, soit environ 60% des personnes interrogées. L'examen proposé ici porte alors sur 2217 personnes parmi lesquelles 119 individus, soit 5,4%, désignent les enjeux de la politique de la ville comme des priorités.

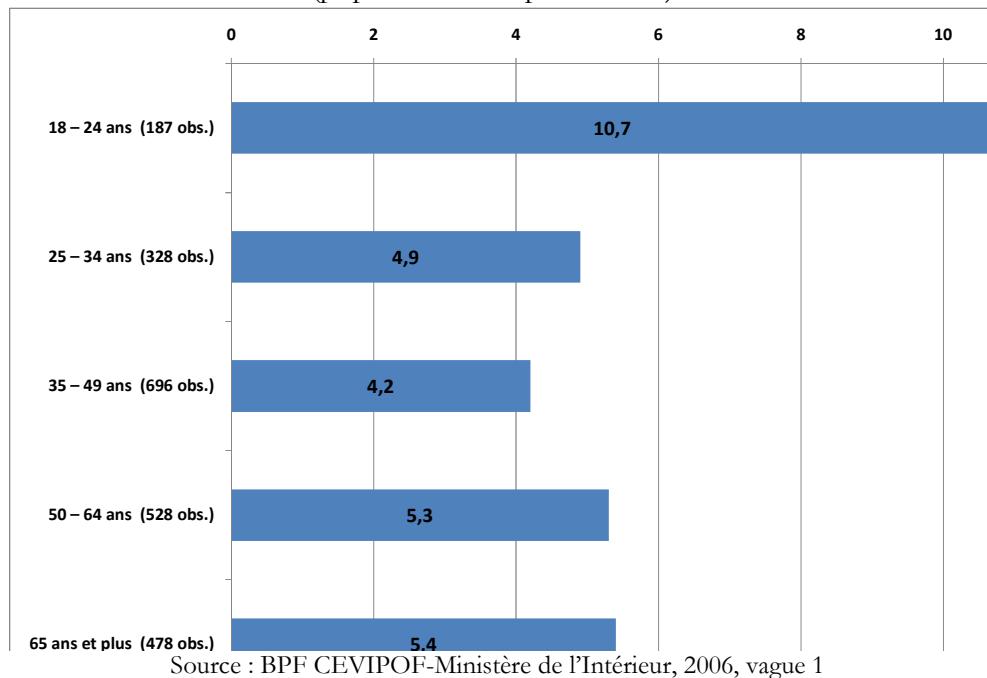
L'empathie, telle qu'elle est entendue ici, consiste à soutenir la politique de la ville par identification avec les personnes qui sont en position d'en bénéficier, l'identification résultant du fait qu'on partage certaines de leurs caractéristiques. Si l'hypothèse empathique est vérifiée, on devrait donc observer un soutien plus important parmi les personnes qui, sans habiter en pôle urbain, présentent des caractéristiques similaires à celles des populations associées à la question des banlieues.

Quand on évoque les banlieues et leurs problèmes, on pense généralement à une population jeune, confrontée à de grosses difficultés d'intégration sociale (parcours chaotique dans le système éducatif, faible niveau de qualification, structure familiale instable, altérité liée à la culture d'origine...). Parmi les critères utilisables pour tester la validité de l'hypothèse empathique, les données de l'enquête permettent d'en examiner trois : l'âge, le niveau de diplôme et l'ascendance étrangère⁷.

L'âge de la personne interrogée apparaît effectivement comme un critère de différenciation du jugement porté sur le caractère prépondérant ou pas du problème des banlieues (Figure 5). Les plus jeunes sont ainsi nettement plus enclins que les autres à en faire une priorité nationale (la proportion de ceux qui le classent en numéro un ou deux est, au minimum, deux fois plus importante parmi les 18-24 ans que pour les autres classes d'âge).

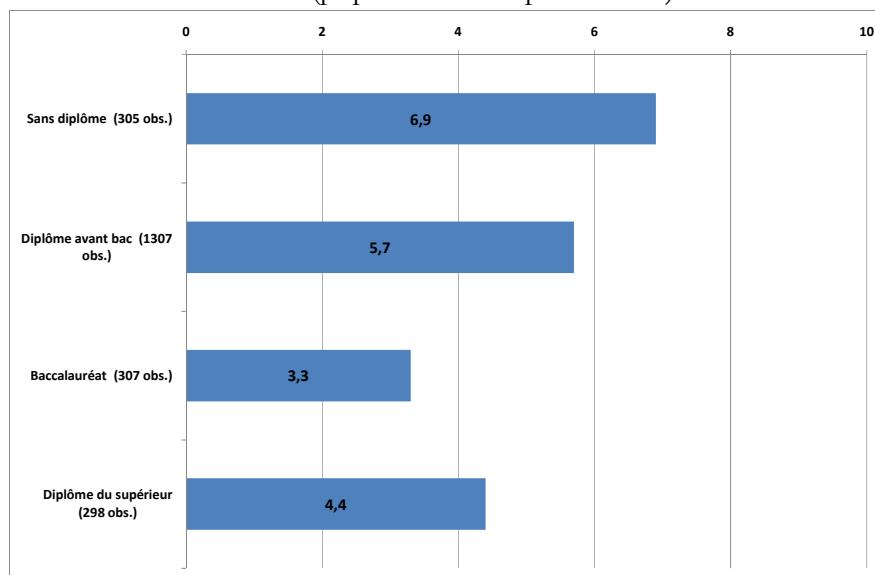
⁷ Le critère religieux aurait également pu être pris en compte. Il ne l'a pas été en raison de la faiblesse des effectifs concernés. Ainsi, parmi le sous-ensemble étudié (2217 personnes habitant en dehors d'un pôle urbain), il n'y a que 12 personnes qui se déclarent de religion musulmane (147 sur l'échantillon d'ensemble, soit environ 2,5% de l'ensemble de la population de l'enquête) et seulement 2 d'entre elles citent les banlieues comme problème prioritaire. Ces chiffres, et les proportions correspondantes, sont statistiquement inexploitables.

Figure 5 : Soutien à la politique de la ville par tranche d'âge
 (population hors pôle urbain)



La hiérarchisation des problèmes semble également liée au niveau de diplôme et c'est parmi les moins diplômés que le soutien à la politique de la ville est le plus large (6% de ceux qui, dans le sous-ensemble considéré, sont sortis du système éducatif sans le bac placent les banlieues en tête des priorités, moins de 4% des autres). La figure 6 donne le détail de ces proportions.

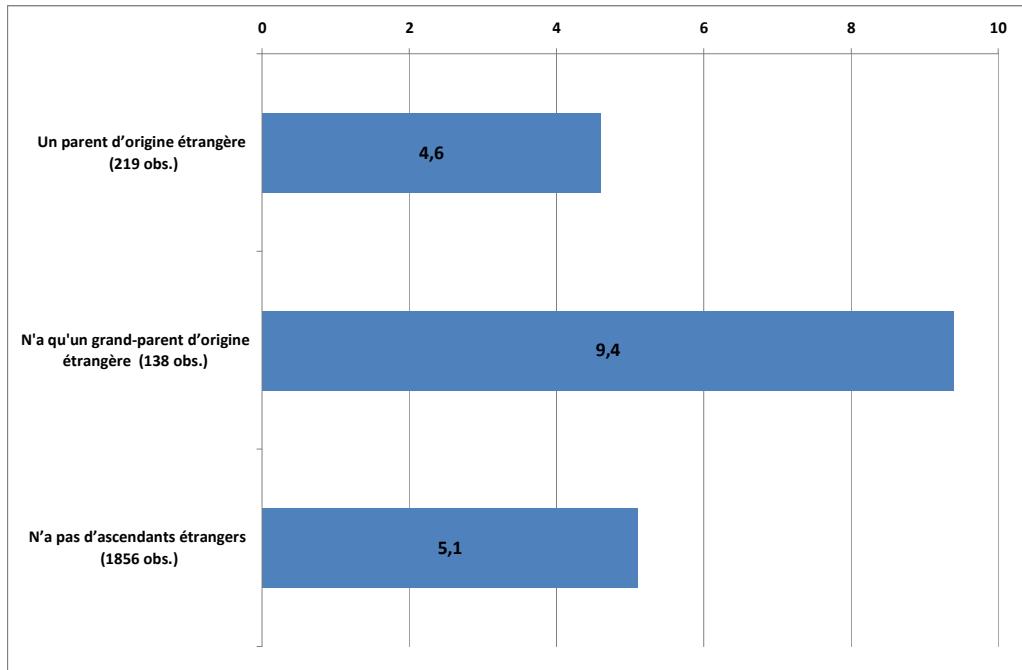
Figure 6 : Soutien à la politique de la ville et niveau de diplôme
 (population hors pôle urbain)



Source : BPF CEVIPOF-Ministère de l'Intérieur, 2006, vague 1

Enfin, la culture d'origine semble également peser sur la perception des principaux enjeux nationaux. Les personnes d'ascendance étrangère sont ainsi proportionnellement plus nombreuses que les autres à concevoir la question des banlieues comme prioritaire (6,4% contre 5,1%). On notera que la proportion croît avec l'ancienneté de l'origine étrangère, la politique de la ville bénéficiant d'un soutien plus marqué parmi la deuxième génération d'enfants d'immigrés (plus de 9%) que parmi la première (5%) - Figure 7. Sans vouloir pousser trop loin l'interprétation, on peut y voir le signe d'une désillusion sur les possibilités d'intégration dans la société française telle qu'elle fonctionne, désillusion qui grandit avec le temps et l'observation des trajectoires des descendants et qui pousse à considérer comme urgente la mise en œuvre d'une politique plus active en la matière.

Figure 7 : Soutien à la politique de la ville et culture d'origine
(population hors pôle urbain)



Source : BPF CEVIPOF-Ministère de l'Intérieur, 2006, vague 1

Parmi les personnes interrogées qui n'habitent pas en pôle urbain, ce sont donc les plus jeunes, les moins diplômées et celles qui sont d'ascendance étrangère – c'est-à-dire celles pour lesquelles l'identification avec les populations des banlieues françaises est la plus immédiate - qui sont les plus enclines à attribuer une importance prépondérante au problème des banlieues. Ces observations soulignent la dimension empathique du soutien accordé à la politique de la ville.

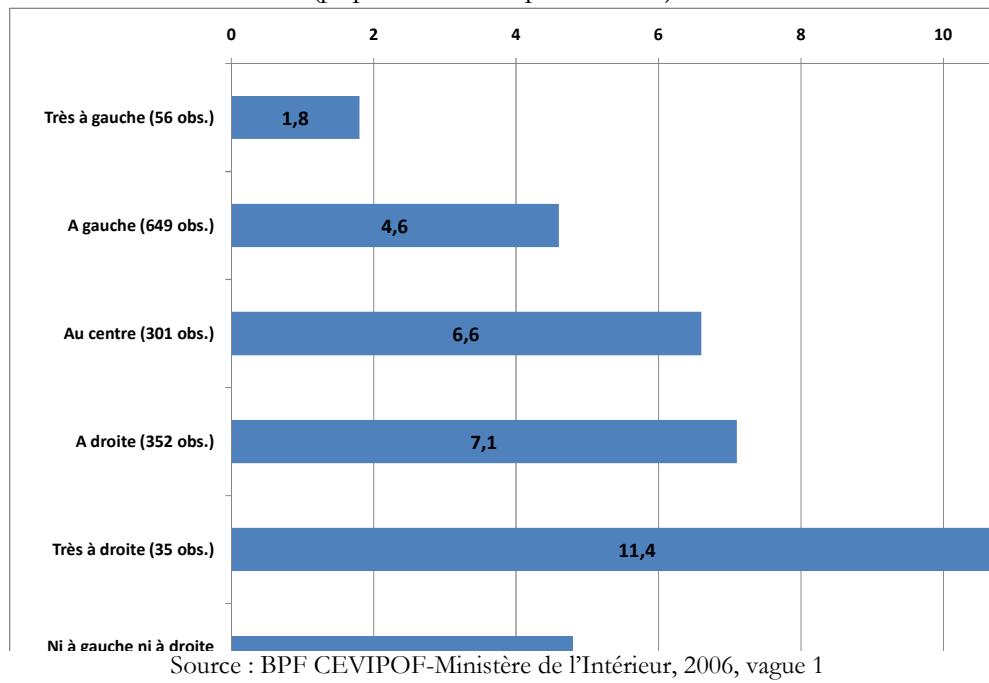
3.3. Un soutien par sociotropisme ?

La troisième origine possible du soutien à la politique de la ville se trouve dans l'idée que se font les individus de l'intérêt collectif, dans leur conception de ce qu'est une société qui fonctionne bien. Si la question des banlieues leur paraît primordiale, ce n'est pas parce qu'ils connaissent la réalité des quartiers en difficulté, ni parce que leurs caractéristiques personnelles les font s'identifier à leurs habitants, mais parce que la situation de ces quartiers n'est pas conforme à leurs valeurs. Le jugement est donc sociotropique au sens où, détaché de considérations strictement personnelles, il est porté par une vision particulière de la société.

Pour cerner la dimension sociotropique du soutien à la politique de la ville, il convient de neutraliser, autant que faire se peut, l'influence du motif égotropique sur les choix de réponse des personnes interrogées. Nous ne considérerons donc ici, comme précédemment, que les personnes n'habitant pas dans un pôle urbain. Si l'hypothèse sociotropique est vérifiée, leur hiérarchisation des problèmes devrait être liée à leur représentation du monde, autrement dit à leur idéologie. L'orientation politique des individus, évaluée dans le sondage par auto-positionnement sur l'axe gauche-droite, est un candidat naturel pour tester cette hypothèse. Contre toute attente, la proportion de personnes désignant le problème des banlieues comme une priorité nationale croît à mesure que l'on se déplace vers la droite de l'axe politique ; elle est de 7,5% parmi les personnes se déclarant à droite ou très à droite, mais de moins de 4,4% parmi celles qui se positionnent à gauche ou très à gauche (Figure 8)⁸.

⁸ Les positions aux extrémités de l'axe (« très à gauche » et « très à droite ») figurent sur le graphique mais ne peuvent pas être interprétées en raison de la faiblesse de leurs effectifs (parmi la trentaine de personnes très à droite, quatre placent les banlieues en tête des priorités ; une seule fait de même parmi la cinquantaine de personnes qui se déclarent très à gauche).

Figure 8 : Soutien à la politique de la ville et orientation politique
 (population hors pôle urbain)

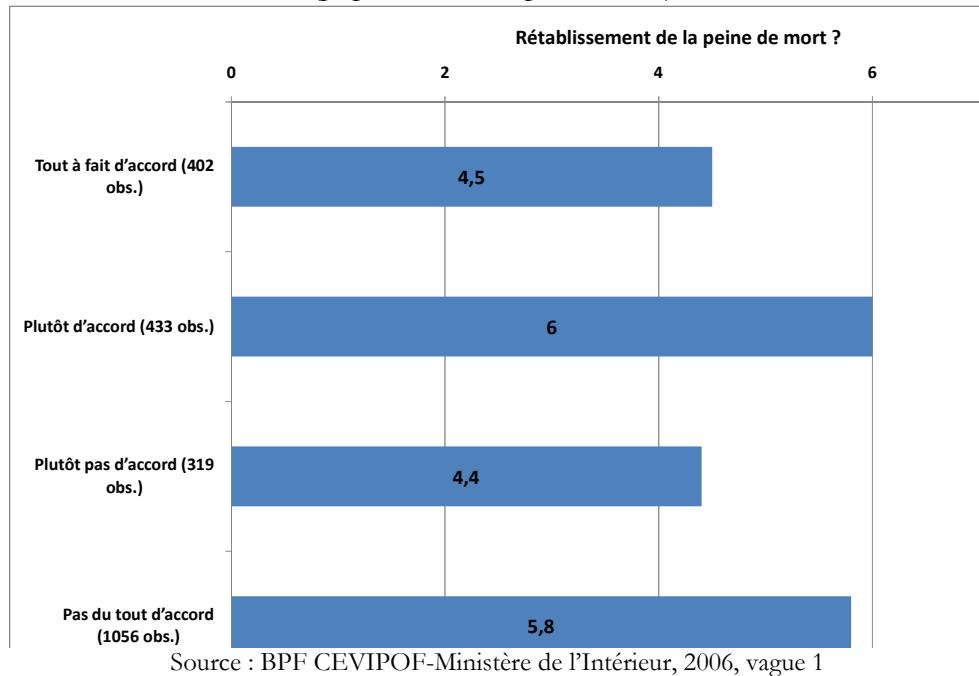


Source : BPF CEVIPOF-Ministère de l'Intérieur, 2006, vague 1

Les données de l'enquête renseignent sur d'autres positionnements idéologiques des individus, notamment sur deux questions qui sont très clivantes en termes de conception de la société, à savoir le rétablissement de la peine de mort (clivage culturel) et la construction européenne (clivage politico-économique).

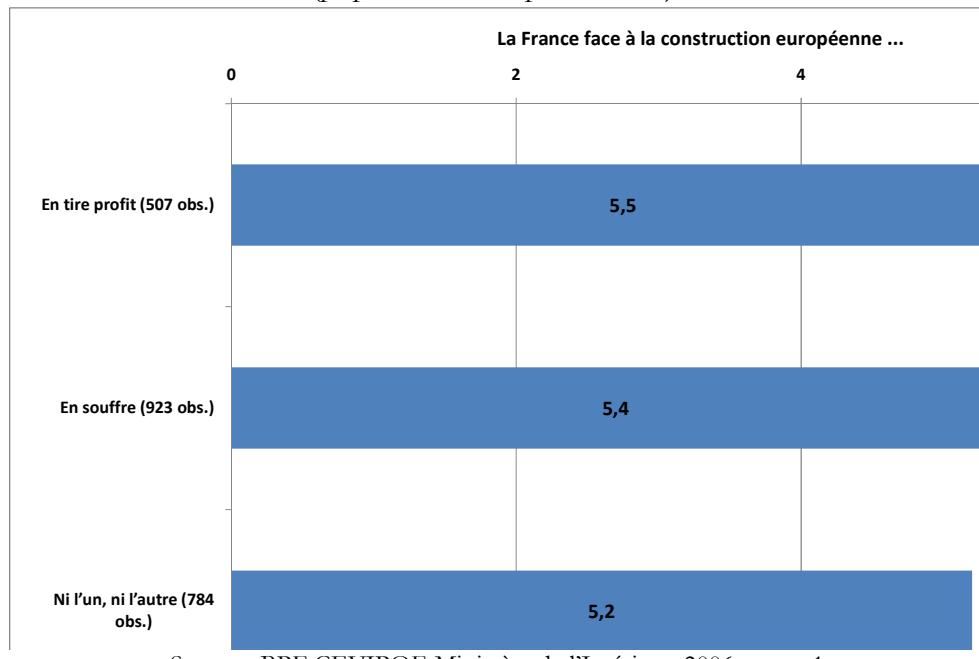
Le positionnement sur la première question n'est pas un facteur de différenciation du jugement à l'égard des enjeux de la politique de la ville : les personnes pour qui le problème des banlieues est un problème majeur sont aussi nombreuses parmi les partisans du rétablissement de la peine de mort que parmi ses opposants (respectivement 5,3% et 5,5%) - Figure 9.

Figure 9 : Soutien à la politique de la ville et opinion sur la peine de mort
 (population hors pôle urbain)



Il en va de même s'agissant de l'appréciation portée sur la construction européenne. Qu'elles la considèrent favorable ou néfaste pour la France, c'est dans une même proportion que les personnes interrogées définissent comme prioritaire la question des banlieues (Figure 10).

Figure 10 : Soutien à la politique de la ville et opinion sur la construction européenne
 (population hors pôle urbain)



Ainsi, si l'on en croit le résultat des croisements statistiques effectués ici, le motif sociotropique semble faiblement jouer dans les choix de priorité des individus. Leur perception des enjeux de la politique de la ville paraît davantage influencée par leurs caractéristiques personnelles (influence directe dans le cas du soutien par égotropisme, indirecte dans celui du soutien par empathie) que par leur vision de la société.

La portée de ces conclusions est cependant limitée par les défauts de leur mode d'obtention. Elles sont en effet issues d'une analyse descriptive qui, consistant à considérer successivement différents indicateurs des trois motifs possibles du soutien à la politique de la ville, ne permet pas d'isoler l'influence spécifique de chacun. La méthode d'analyse appliquée ci-dessous vise à répondre à ces limites.

4. Analyse simultanée des trois motifs du soutien à la politique de la ville

La technique de la régression permet de considérer simultanément l'ensemble des facteurs explicatifs potentiels du soutien à la politique de la ville et d'évaluer l'influence effective de chacun, *compte tenu* de celle exercée par les autres. Autrement dit – et c'est là l'intérêt de la technique employée –, les relations identifiées sont établies *toutes choses égales par ailleurs*.

Plus précisément, la méthode consiste à estimer l'effet de différentes caractéristiques des personnes interrogées sur la probabilité qu'elles désignent les banlieues comme une priorité (numéro un ou deux)⁹. Nous avons considéré les mêmes caractéristiques que dans l'analyse descriptive, augmentées de certaines variables destinées à contrôler d'autres effets. Notons que, puisque le principe même de la technique employée est de cerner l'influence de chaque caractéristique en neutralisant celle des autres, il n'a pas été nécessaire de partitionner l'échantillon d'enquête. L'estimation porte donc sur l'ensemble des personnes interrogées, quel que soit le type d'espace (pôle urbain ou non) dans lequel elles vivent. Les résultats sont présentés dans le tableau 2.

Pour chacune des caractéristiques étudiées (par exemple le niveau de diplôme), le tableau indique les *odds ratios* du soutien à la politique de la ville quand l'individu présente une certaine modalité de la caractéristique considérée (il est par exemple bachelier) par rapport à une modalité de référence (ne pas avoir de diplôme). Un *odds ratio* supérieur à 1 signifie que les individus qui présentent la modalité considérée ont plus de chances de juger prioritaire la politique de la ville

⁹ Le modèle de régression utilisé est un logit classique.

que les individus présentant la modalité de référence. L'inverse vaut quand l'*odds ratio* est inférieur à 1. Ainsi, par exemple, il y a moitié moins de chances qu'un bachelier attribue à la politique de la ville des enjeux primordiaux qu'un non-diplômé, mais il n'y a pas de différence entre les non-diplômés et les titulaires d'un diplôme inférieur au baccalauréat.

Tableau 2 : Caractéristiques individuelles et soutien à la politique de la ville

<u>Indicateurs</u>	<u>Odds ratios du soutien à la politique de la ville</u>
Motif égotropique	
Type d'espace d'habitation : <i>le fait d'habiter un pôle urbain est la référence</i>	
Couronnes périurbaines et communes multipolarisées	0,7
Communes rurales	Pas de différence
Habite en Ile de France	1,7
Motif empathique	
Age : <i>la catégorie des 18 – 24 ans est la référence</i>	
25 – 34 ans	0,7
35 – 49 ans	0,6
50 – 64 ans	Pas de différence
65 ans et plus	Pas de différence
Niveau de formation : <i>la catégorie des non-diplômés est la référence</i>	
Diplôme avant bac	Pas de différence
Baccalauréat	0,5
Diplôme du supérieur	0,6
Religion : <i>la religion catholique est la référence</i>	
Protestante	0,4
Musulmane	1,8
Juive	Pas de différence
Bouddhiste	Pas de différence
Autre religion	Pas de différence
Sans religion	Pas de différence
Ascendance étrangère : <i>le fait d'avoir un parent d'origine étrangère est la référence</i>	
N'a qu'un grand-parent d'origine étrangère	Pas de différence
N'a pas d'ascendants étrangers	Pas de différence
Motif sociotropique	
Auto-positionnement politique : <i>le fait de se situer très à gauche est la référence</i>	
A gauche	Pas de différence
Au centre	Pas de différence
A droite	Pas de différence
Très à droite	Pas de différence
Ni à gauche ni à droite	Pas de différence
Ne sait pas	Pas de différence
Position face au rétablissement de la peine de mort	Pas de différence
Position face à la construction européenne	Pas de différence

Notes : Odds ratios tous significatifs au seuil de 10% - Pseudo R² = 0,05 - Log du ratio de vraisemblance = -1341

Toutes les variables utilisées ne sont pas présentées ; les résultats complets peuvent être obtenus sur simple demande auprès des auteurs.

Dans leur ensemble, les résultats de la régression confirment les conclusions des croisements statistiques effectués dans la partie précédente. Ils soulignent le rôle joué par le type et le lieu d'habitation, les habitants des pôles urbains et les Franciliens, quelles que soient les caractéristiques qu'ils présentent par ailleurs, étant davantage enclins à soutenir la politique de la

ville que les autres. Le soutien à la politique de la ville répond ainsi pour partie à la logique égotropique des choix.

Les choix sont également marqués par la logique empathique, mais son influence transite ici par des caractéristiques différentes de celles identifiées précédemment. On retrouve certes le rôle du niveau de formation, les moins diplômés étant les plus susceptibles de soutenir la politique de la ville. Mais, lorsque le raisonnement est mené, comme ici, toutes choses égales par ailleurs, le fait d'être d'ascendance étrangère n'intervient plus et l'effet de l'âge est plus nuancé : il semble suivre une courbe en U, avec un soutien plus faible des classes d'âge intermédiaires. La technique employée a par ailleurs permis de tester l'influence de l'appartenance religieuse¹⁰ qui s'avère effective ; il apparaît en effet que les personnes de religion musulmane ont près de deux fois plus de chances d'apporter leur soutien à la politique de la ville que les personnes de religion catholique.

Enfin, la dimension sociotropique, dont l'analyse précédente avait souligné la faiblesse, ne joue pas du tout ici. La reconnaissance du caractère prioritaire de la politique de la ville par les individus ne dépend pas de leur idéologie, que cette dernière soit évaluée au travers de leur orientation politique ou de leur opinion sur des grands enjeux de société.

5. Conclusion : La banlieue compte... mais tout le monde ne le sait pas !

Des trois motifs qui fondent le soutien à une politique publique (égotropisme, empathie, et sociotropisme), l'analyse proposée ici montre que la politique de la ville ne bénéficie que des deux premiers. Autrement dit, la politique de la ville intéresse essentiellement ceux qui vivent en quartier difficile ou à proximité et ceux qui ont des affinités (sociales, culturelles...) avec leurs habitants. Il reste donc du chemin à faire vers une prise de conscience plus partagée de la réalité de la ségrégation urbaine et de la nécessité d'en contrer les effets. Pour que la politique de la ville conquière des partisans au-delà des populations qu'elle cible, il lui faut parvenir à convaincre que les bénéfices de ses actions ne sont pas circonscrits à ses territoires d'intervention, mais qu'ils en débordent largement pour gagner l'ensemble de la population. Le défi qu'elle a à relever est ainsi rien de moins que de réussir à prouver qu'elle est l'affaire de tous et que ses enjeux sont d'intérêt national.

¹⁰ Ce qui n'était pas possible dans l'analyse précédente, pour la raison explicitée dans la note 7.